

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6.029^{ch}

Réseau

(Service de Mouvement)

Occupation allemande
- Embranchement

OBJET DE LA CONSULTATION

Utilisation d'embranchements par les services
de l'Armée allemande -

Projet de lettre aux Régions, concernant
les questions de densité et de responsabilité -

References : Dⁿ 5.010^{ch} (voir de source en état)

Observations :

Copie

15 Avril 42

CA¹

12.630^R

Affaire Parc d'Aviation
de Longvic

V.R. 3^{ème} Division

534-62

42.13515

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

Par votre note du 2 courant, vous avez bien voulu me saisir de l'incident survenu le 16 octobre 1940, sur les voies de l'embranchement du Magasin Général de l'Aviation alors que, sur la demande des autorités d'occupation, les agents de la gare de Perrigny refoulaient une rame de wagons de munitions, à destination de ce magasin.

- 1 dossier -

Vous désirez savoir si la S.N.C.F. pourrait laisser à la charge des autorités allemandes, la réparation du dommage causé.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les conventions n'ayant d'effets qu'entre les seules parties contractantes, nous ne pouvons opposer aux autorités allemandes les clauses du traité intervenu entre la S.N.C.F. et l'Administration de l'Air d'après lesquelles nos manœuvres n'ont pas à pénétrer sur les voies autres que les voies 4 et 6.

D'autre part, il me paraît bien difficile de pouvoir invoquer, en l'espèce, les dispositions de l'art. 38 du Cahier des Charges, d'après lesquelles la S.N.C.F. est seulement tenue de livrer et reprendre les wagons à l'origine des embranchements particuliers, toutes autres manœuvres étant faites par les soins des embranchés et aux risques et périls de ces derniers.

Comme il n'est pas contesté, d'autre part, que l'incident du 16 octobre 1940 est imputable à la faute des agents de la gare de Perrigny, j'estime que nous devons prendre à notre charge les dommages consécutifs à cet incident si les autorités allemandes auxquelles vous pourriez formuler les objections que vous auriez faites en

pareil cas à l'embranchement, insistent pour que nous supportions les conséquences de l'incident.

J'ajoute, d'ailleurs, que le Service Central du Mouvement vient précisément de soumettre à l'approbation de M. le Directeur Général, des instructions pour les Directeurs d'Exploitation des différentes Régions, concernant la conduite à tenir, au sujet de la desserte des embranchements utilisés par les autorités allemandes; ces instructions adoptent, pour les accidents survenus à l'intérieur des installations desservies, le point de vue ci-dessus exposé.

Monsieur le Directeur du Service Commercial, 3ème Division
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Aurang

Par votre note du 2 courant, vous avez bien voulu me saisir de l'incident survenu le 15 octobre 1940, sur les voies de l'embranchement du Magasin Général de l'Aviation, alors que, sur la demande des autorités d'occupation, les agents de la gare de Perigny refusaient une rame de wagons de munitions, à destination de ce magasin.

- 1 dossier -

Vous désirez savoir si la S.N.C.F. pourrait laisser à la charge des autorités allemandes, la réparation du dommage causé.

Il est l'honneur de vous faire connaître que les conventions n'ayant d'effet qu'entre les seules parties contractantes, nous ne pouvons opposer aux autorités allemandes les clauses du traité intervenu entre la S.N.C.F. et l'Administration de l'Ait d'après lesquelles nos marchandises n'ont pas à pénétrer sur les voies entre les voies 4 et 6.

D'autre part, il me paraît bien difficile de pouvoir invoquer, en l'espèce, les dispositions de l'art. 33 du Cahier des Charges, d'après lesquelles la S.N.C.F. est seullement tenue de livrer et reprendre les wagons à l'origine des embranchements particuliers, toutes autres marchandises étant livrées par les soins des embranchements et aux risques et périls de ces derniers.

Comme il n'est pas contesté, d'autre part, que l'incident du 15 octobre 1940 est imputable à la faute des agents de la gare de Perigny, j'estime que nous devons prendre à notre charge les dommages consécutifs à cet incident si les autorités allemandes auxquelles vous pourriez formuler les objections que vous faites faites en

PROJET.

9-4-42

S.N.C.F.

Service Central
du Mouvement

3ème Division

N° 13804

5

MINUTE

Soumis actuellement à M. le
Directeur Général -

16.8.42

Embranchements particuliers
allemands

M. le Directeur de l' Exploitation
de la Région (toutes)

Mon attention a été attirée à plusieurs reprises sur la situation des embranchements utilisés par les Services de l'Armée allemande et au sujet desquels différentes questions dont celles de desserte et de responsabilités n'ont pas été mises au point de façon définitive.

A) - Il apparaît qu'il n'est guère possible de considérer les installations en question comme des embranchements particuliers.

Le régime d'embranchement particulier suppose en effet que les gares tiennent un compte exact du trafic à destination ou en provenance de l'embranchement. Or, la W.V.D. de Paris, par lettre du 5 mars, a rappelé qu'il était interdit d'établir les décomptes des envois de la Wehrmacht, même pour le service intérieur de la S.N.C.F.

Par ailleurs, nous ne pourrions pas pratiquement obtenir des autorités occupantes qu'elle consentent à signer un traité analogue à celui que nous soumettons à nos embranchements habituels.

Dans l'impossibilité d'établir ce traité, nous ne pouvons donc que facturer les différentes prestations que nous fournissons aux Autorités allemandes.

C'est ainsi que les Services V.B des Régions prennent déjà attachement des frais d'entretien des embranchements,

De même, les Services de l' Exploitation doivent prendre attachement des frais de desserte : la durée de manœuvre étant le temps réel pendant lequel la machine a quitté la gare pour les installations de l' Armée allemande relidis à une gare, son train pour les embranchements de pleine voie, ou sa coupe dans le cas de desserte simultanée d'embranchements particuliers ordinaires et d'installations allemandes par une manœuvre spéciale.

2 avril 1962

M. Chevallier venu, de la part
de M. Marchand du Service
Central M, soumettre au
Comité le projet ci-joint
de Lecture aux Régions -

M. Bureau a été d'accord
sur les termes de ce projet